

I'HUMANITÉ



rouge

Prolétaires de tous les Pays, Peuples et Nations opprimés,
UNISSEZ-VOUS !

I F Boite Postale 134, Paris-20°
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE N° 19
JEUDI 3 JUILLET 1969

La Farce de Moscou

Nous, qui ne cessons de dénoncer le révisionnisme du Parti « Communiste » Soviétique, nous réjouissons-nous en apprenant qu'à Moscou, le Comité Central du dit parti a mis l'accent sur la « lutte contre l'idéologie bourgeoise », prôné « la pureté de l'enseignement du marxisme-léninisme contre le révisionnisme de droite et de gauche » et décidé « la relance de l'activité idéologique » ? A tout le moins nous rions.

Nous rions tout d'abord parce que la réunion du comité central avait pour objet de dégager le bilan de la conférence de Moscou ; et que, nous aussi, nous avons envie de dégager quelques traits de ce bilan. La conférence avait été dignement couronnée par la publication d'un texte nègre blanc dans le style de nos congrès radicaux socialistes de naguère : cette motion témoignait d'un léninisme tellement révisé qu'il avait perdu tout contenu.

Le texte exprimait une unité purement de façade et il fallait encore que des craquelures viennent lézarder cette façade. Non seulement les P. « C. » cubains et suédois, venus en observateurs avaient refusé de s'engager, mais le communiqué du 17 juin avoue : « les délégations des P.C. d'Australie, d'Italie, de San Marin et de la Réunion ont exprimé leur plein accord seulement (sic) avec le chapitre qui expose le programme commun de la lutte anti-impérialiste et le délégué du P.C. dominicain n'a pas approuvé le document principal ». Dans chacun des pays concernés, les vrais marxistes-léninistes, organisés en partis, pèsent par leur dénonciation constante du révisionnisme sur les appareils des P. « C. », les contraignant à durcir en apparence leur position sous peine d'être démasqués devant les adhérents de leur propre parti et devant les masses. Seuls les généraux sans troupes, 90 % des délégations de Moscou, pouvaient donner leur approbation sans craindre que les désavouent des masses qui les ignorent déjà (que représentent les P. « C. » d'Amérique Latine et de l'Inde dans les luttes révolutionnaires de ces pays ? Dans le meilleur des cas zéro ; dans les autres, ce sont des alliés de l'impérialisme U.S. et de ses fantoches). Le peuple et les militants révolutionnaires de la Réunion, colonie française n'étaient pas disposés à ingurgiter le brouet conciliateur versé par MM. Brejnev, Rochet et Cie : pourquoi le texte ne parle-t-il donc pas de la lutte des peuples contre l'impérialisme français ?

Il est vrai qu'il y avait tant de lacunes dans ce texte. On ne s'y référerait que bien peu à la lutte des peuples d'Extrême-Orient : les partis communistes qui dirigent ces luttes (Viêt-nam, Indonésie, Thaïlande, Birmanie, Malaisie), fidèles au marxisme-léninisme, avaient boycotté la conférence.

En revanche, on ne s'est pas tu sur le Moyen-Orient et les représentant révisionnistes des pays arabes, en approuvant un texte qui réclame « l'application intégrale de la résolution du 22 novembre 1967 de l'O.N.U. » se sont situés à droite de dirigeants bourgeois arabes tels que Nasser ou les Baathistes. Mais, sur la Tchécoslovaquie, rien. Mais, du problème aujourd'hui capital du mouvement ouvrier, celui du choix entre les deux voies, la voie réactionnaire bourgeoise où s'engagent les révisionnistes, la voie révolutionnaire prolétarienne tracée par les marxistes-léninistes du monde entier, dont le IX^e congrès du P.C.C. marque un nouveau triomphe, pas un mot : on ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu.

Et voilà qui va servir de base à la « relance de l'activité idéologique » du P.C.U.S. ! Or on précise quelle en sera la cible : les treize millions de membres du parti seront mobilisés « pour une lutte intransigeante contre les principes idéologiques antiléninistes » des dirigeants actuels de la Chine. Dans le même temps la diplomatie soviétique va plus avant dans la collusion avec l'impérialisme américain et ses fantoches pour réaliser l'encercllement de la Chine et réclamer l'établissement « d'un système de sécurité collectif en Asie ». Le prétendu retour à la « pureté du marxisme-léninisme » n'est que l'habillage idéologique d'une entreprise impérialiste ; on se demande ce qu'aura de léniniste ce léninisme là : n'y a-t-il pas de quoi rire ?

POUR UNE ISSUE RÉVOLUTIONNAIRE A LA CRISE !

Le Parlement vient d'adopter la loi d'amnistie. Grossière manœuvre en vérité, qui s'inscrit dans la tactique habituelle de la bourgeoisie, la carotte et le bâton. D'ailleurs le gouvernement le reconnaît lui-même, il s'agit là « de ne pas donner l'impression d'une volonté de répression » (René Pleven, dixit).

De fait, rien ne va plus dans le camp de la bourgeoisie, et malgré la mise en scène du départ de De Gaulle et la passation des pouvoirs à Pompidou, banquier des Rothschild, les problèmes réels demeurent. La classe ouvrière et les autres couches laborieuses de notre peuple, une fois passé le grand cirque électoral, se retrouvent face à l'augmentation des prix, aux menaces de licenciement, à une très vraisemblable dévaluation prochaine, etc. La rentrée de septembre risque d'être sombre pour des millions de travailleurs et les vacances prochaines vont être mises à profit par le capital pour lancer une nouvelle offensive anti-populaire. Aussi les mesures d'amnistie, très superficielles en vérité, ont-elles pour objet de parer le nouveau régime d'un masque libéral. Profondément ébranlée par le mouvement révolutionnaire de mai-juin 1968, par la crise monétaire qui l'a suivie, la domination des monopoles français est de plus en plus instable.

Affaibli par les coups que lui porte sur le marché international l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, l'impérialisme français tente de surmonter ses difficultés en faisant payer la facture aux masses laborieuses de notre pays. Le révisionnisme moderne, représenté en France par les Waldeck Rochet et autres Ségué, a sapé l'unité de la classe ouvrière, l'a désorganisée, a plongé les autres couches laborieuses de notre peuple dans la confusion politique et idéologique. Face à cette situation, il incombe aux marxistes-léninistes de lutter sans sectarisme aucun pour l'unité de combat de la classe ouvrière, pour l'organisation de celle-ci contre le patronat d'autant plus féroce qu'il s'affaiblit, enfin pour l'unité de toutes les couches qui aspirent à en finir avec l'oppression des monopoles.

La bourgeoisie a peur et sent le naufrage imminent. Ses nouveaux gérants à l'Elysée s'efforcent fébrilement de colmater les brèches du navire. L'appareil révisionniste qui sent monter le mécontentement populaire s'efforce de « gauchir », de parler de mouvements dans les usines, en un mot s'apprête à usurper la direction des luttes qui vont se dérouler, afin de mieux les contrôler et les dévoyer. Instruites par le mouvement révolutionnaire de mai-juin 1968 les directions révisionnistes de la C.G.T. et du P. « C. » F. feront tout pour éviter que ne soit remis en cause le régime capitaliste lui-même et tenteront d'utiliser les luttes populaires à des fins de pression sur leurs alliés sociaux démocrates et autres en vue d'une « alternative démocratique » (bourgeoise bien entendu) c'est-à-dire de changement de gérants du Capital, et préserver le statu quo à l'échelle mondiale profitable tant à l'impérialisme yankee qu'au social-impérialisme de la clique dirigeante du Kremlin.

Le vieux système capitaliste est rongé de toutes parts par des contradictions insolubles. Sa crise n'est pas seulement politique et économique mais encore idéologique et culturelle. Les perspectives pour la classe ouvrière sont grandioses : le socialisme est à l'ordre du jour. Mais la victoire de la classe ouvrière passe par la réalisation de son unité, par sa réorganisation, par son alliance avec les autres couches anti-monopolistes.

Les marxistes-léninistes doivent combattre sans répit tous les ennemis de l'unité de la classe ouvrière, les révisionnistes en premier lieu mais aussi tous les groupes de diversion qui sont apparus dans des couches extérieures à la classe ouvrière, par suite du révisionnisme. Ils doivent contribuer à la réalisation de l'unité de combat à la base « en partant non de leurs désirs, aussi louables soient-ils, mais des besoins réels des masses ». C'est ainsi seulement que pourra progresser la réorganisation de la classe ouvrière, que se trempera la liaison entre l'avant-garde et les larges masses, que pourra se prolétariser toujours plus l'avant-garde de la classe ouvrière. Arracher la classe ouvrière au révisionnisme ne pourra se faire que si les marxistes-léninistes savent s'emparer des problèmes des masses et les résoudre.



L'alliance de la classe ouvrière avec les autres couches anti-monopolistes est une des conditions de la victoire sur les monopoles. L'essor des luttes étudiantes en mai 1968 et le « mai rampant » que toute l'Université française a connu tout au long de cette dernière année universitaire, les luttes paysannes qui n'ont pas cessé depuis Redon, les luttes violentes engagées par les petits commerçants et artisans depuis La Tour du Pin, sont autant de manifestations du mécontentement et du désir de changements profonds ressentis par ces couches. Ces couches seules ne peuvent renverser les monopoles qui les exploitent ; elles doivent pour cela s'unir à la classe ouvrière, sous sa direction et dans un vaste Front uni, contre les monopoles, pour la démocratie populaire.

Cette démocratie populaire, conséquence de la prise du pouvoir par le prolétariat et ses alliés conduit par son parti d'avant-garde, n'a rien à voir avec la démocratie « avancée » des révisionnistes (qui « oublient » justement la question du pouvoir...), autre forme du pouvoir de la classe capitaliste. Cette démocratie populaire aura pour tâche, outre la consolidation du pouvoir révolutionnaire, de nationaliser les banques et les moyens de production de l'industrie au profit de l'Etat des ouvriers et de leurs alliés et de réaliser sous la direction de la classe ouvrière la transformation socialiste complète des structures de distribution (commerce) et de l'agriculture.

La bourgeoisie est malade ; elle voudrait imposer aux masses laborieuses le prix d'une guérison impossible. La classe ouvrière, unie aux autres couches laborieuses, l'entermera en dépit de tous les obstacles, de toutes les manœuvres, de toutes les trahisons qu'elle rencontrera sur son chemin.

En avant, pour l'issue révolutionnaire de la crise de la bourgeoisie !

Aujourd'hui, ce n'est pas l'impérialisme, le révisionnisme et la réaction qui décident du sort du monde, mais le prolétariat et les peuples révolutionnaires.

LIN PIAO,
Rapport au 9^e Congrès du P.C.C.

BASTIONS SOCIALISTES

• **CHINE.** — 469^e avertissement sérieux aux U.S.A. pour une violation de l'espace aérien par deux avions et l'intrusion d'un bâtiment de guerre U.S. dans les eaux chinoises. — Deux aviateurs de l'armée de Tchang Kai-chek rallient la Chine avec leur avion. — Des appareils médicaux portatifs très légers ont été inventés et mis à la disposition des « médecins aux pieds nus » qui pourront ainsi porter leurs soins avec eux dans les villages les plus isolés. — Un moteur diesel en fonte spéciale pouvant être produit par de petites fonderies de campagnes a été inventé pour tous usages (tracteurs, pompes, batteurs, scieries, etc.). — Dans la Chine du Nord, la récolte de blé s'avère de 30 % supérieure à celle de l'an dernier.

ZONE DES TEMPETES

- **VIET-NAM.** — Depuis plus d'un mois le camp de Ben-Het est encerclé et pilonné par les F.A.P.L. Les attaques les plus dures ont eu lieu cette semaine. Dans la nuit de mardi à mercredi, 16 positions américaines ont été attaquées aux roquettes dont le centre de communications de Phu Lam et la quartier général à Long Binh.
- **LAOS.** — Attaque et prise d'assaut par les forces populaires de la base de Muong-Suy.
- **INDE.** — Emeutes à Hyderabad et Secunderabad (région de Telengana). 3 200 arrestations : insurrection dans les prisons. — Dirigée par les marxistes-léninistes, la lutte armée des paysans indiens, se développe dans les Etats d'Andhra, Uttar Pradesh et Bihar. Attaques de maisons de propriétaires fonciers, exécutions de fascistes notoires, confiscations de leurs biens et de céréales, attaques de commissariats et prises des armes qui s'y trouvent, se multiplient. Dans certaines régions, la lutte armée est si vive que les ordres gouvernementaux restent pratiquement sans effet.
- **MOYEN-ORIENT.** — Tandis que le président Hérou se prononce pour l'expulsion des forces armées palestiniennes du Liban, ces dernières multiplient les actions dont le sabotage de l'oléoduc d'Haifa par El Fath. Du côté égyptien, en riposte aux actes d'agression israéliens qui se multiplient, de nombreuses actions armées sont menées. Plusieurs avions israéliens sont abattus au-dessus de l'Egypte.

LE VOYAGE DE ROCKEFELLER SOULEVE UNE TEMPETE REVOLUTIONNAIRE

• **URUGUAY (suite).** — La grève paralyse Montevideo malgré la suspension du droit de grève, l'interdiction des manifestations, les réquisitions par l'armée, les arrestations de centaines de syndicalistes ou grévistes. Le port, l'administration et les services publics, les postes, les chemins de fer et les communications aériennes sont bloqués. La grève des frigorifiques dure depuis 2 mois, et celle des journalistes depuis 15 jours. Grève de 48 heures dans l'électricité (les 26 et 27 juin).

- **ARGENTINE.** — Préparation de la venue de Rockefeller : — à Rosario : les étudiants manifestent pour soutenir les ouvriers de Cordoba et contre la venue de Rockefeller. Ils attaquent l'officine « culturelle » U.S. — à Buenos Aires : barricadés dans la faculté des lettres les étudiants repoussent l'assaut de la police. Une vingtaine de super-marchés, appartenant à Rockefeller, sont incendiés, ainsi que la « Bank of Boston », et « Esso ». La C.G.T. « rebelle » impose une grève générale pour la venue de Rockefeller le 30 juin et organise le 27 au soir une manifestation avec les étudiants : la police tire. Un militant d'avant-garde est tué. En même temps, des manifestations ont lieu à La Plata, Tucuman et Rosario. A Cordoba, les étudiants occupent les facultés.
- **PEROU.** — La police attaque l'Université de Mamanga tuant plusieurs étudiants (21 juin). — à AYACUCHO, manifestation d'étudiants pour la réforme et la gratuité de l'enseignement (ce dernier point vient d'être accordé). Ils occupent la ville, bloquent l'aéroport, attaquent commissariats, banques et hôtel de ville (20-22 juin). — révolte paysanne à Huanta. 10 000 paysans manifestent contre la répression, occupent la ville, l'isolent en faisant sauter les ponts et contrôlent les communications, attaquent les commissariats et appuient leur action pour la libération d'un de leur dirigeant en prenant comme otages les préfet et le sous-préfet (23 juin).
- **MEXIQUE.** — Arrêté il y a près d'un an, l'écrivain José Revueltas a commencé une grève de la faim contre les brutalités policières et les conditions de détention.

PAYS CAPITALISTES

- **U.S.A.** — Les désertions de soldats se multiplient (50 000 en 1969, 40 % d'augmentation par rapport à 1968). — A Omaha, depuis mardi 24, le quartier noir est en insurrection après l'assassinat par la police d'une fillette noire de 14 ans. — A Cairo (Illinois), Kokomo (Indiana) et Charleston (Caroline du Sud) couvre-feu et tirs sporadiques contre la police dans les quartiers noirs.
- **ALLEMAGNE.** — La vague de grève avec occupation s'étend progressivement à toutes les facultés. Lübke hué à Kiel par les manifestants lors d'un discours officiel.
- **ITALIE.** — Grève de l'administration ; grève chez Fiat à Turin, et à Milan grève des employés de la voirie.
- **ESPAGNE.** — Cocktails Molotov contre le siège de l'opus Dei à Pampelune et manifestations d'étudiants.

PAYS

SOUS DOMINATION REVISIONNISTE

- **TCHECOSLOVAQUIE.** — Alors que les révisionnistes annoncent de nouvelles mesures de répression, le peuple tchèque multiplie les actes de résistance. Cernik se fait huer par la foule lors d'un match de football. Les organisations de base du parti « communiste » refusent de plus en plus de verser leurs cotisations à leur direction.
- **YOUgoslavie.** — A la suite des manifestations de décembre de la minorité albanaise de Macédoine, onze militants sont condamnés à des peines de prison allant de 18 mois à 7 ans.

SOUSCRIPTION NATIONALE

Total général précédent	22 162,80 F	C.D.H.R.	Toulouse	42,00 F
C.D.H.R. 2 ^e	Paris	Diffuseurs	Montpellier	150,00 F
C.D.H.R. banlieue Est	Noisy-le-Sec	Sympathisants		
1 normalien	Tours	(2 ^e versement périodique)	Paris	100,00 F
C.D.H.R.	Lyon	M.M. (petit commerçant)	Nord	50,00 F
C.D.H.R. Paul-Valéry	Paris	C.D.H.R. 15 ^e	Paris	110,00 F
C.L.	Saint-Lô	Soutien anonyme 7 ^e	Paris	35,00 F
C.D.H.R.	Levallois	Cercle H.R. Tolbiac	Paris	50,00 F
C.D.H.R.	Villeurbanne	Cercle H.R.	Athis-Mons	110,00 F
P.A.	Saint-Brieuc	Anonyme		35,00 F
M.J.	Feldrigh			
D.J.P.	Privas			25 169,80

DES PLAQUETTES EDITEES EN SUPPLEMENT

Impossible de passer à douze pages ! La situation financière ne l'autorise pas. Mieux, les deux derniers numéros de juillet et ceux d'août n'auront que quatre pages.

Or notre appel aux C.D.H.R. et à nos lecteurs pour une contribution plus soutenue à la rédaction a été largement entendu et suivi d'effets positifs. Voici que nous disposons d'une matière rédactionnelle plus riche que jamais, et devons malheureusement nous résoudre à éliminer des articles qui trouveraient leurs places dans un hebdomadaire de 16 pages.

Afin de lutter à toutes forces contre cette asphyxie financière dont ne souffrent ni la presse réactionnaire, ni la presse révisionniste, ni même visiblement l'hebdo trotskiste de Krivine, voici la solution proposée : à partir de cette semaine l'« Humanité-Rouge » publiera des suppléments à certains de ses numéros, en plaquettes, qui seront vendues. Ainsi une dépense supplémentaire ne

sera pas imposée à la masse de nos lecteurs, mais ceux qui le désireront pourront acheter le supplément (1 F). Le tirage étant limité, notre dépense sera réduite et nous assurerons une recette grâce surtout au dévouement de nos C.D.H.R. Nous leur demandons bien entendu de s'efforcer de vendre le supplément en même temps que le numéro normal.

La première de ces plaquettes comportera deux importants articles de fond sur la ligne idéologique et politique de la « gauche prolétarienne » (La cause du peuple), ainsi qu'une sérieuse étude économique sur la crise au sein de la bourgeoisie française. Elle sera diffusée en supplément de notre numéro 20. Camarades, passez nous vos commandes immédiatement ! En tout état de cause, des services d'office en nombre limité seront effectués aux C.D.H.R.

Nous gagnerons la grande bataille politique de l'« Humanité-Rouge » !

Une semaine de luttes dans le Monde et en France

PROLONGEMENT DES GREVES

- **DUCELLIER-BENDIX-AIR EQUIPEMENT (D.B.A.)** : 17 000 travailleurs poursuivent leurs actions contre la répression patronale.
- **ETABLISSEMENTS LEROUX ET LOTZ A NANTES** : les ouvriers sont en grève depuis 3 semaines.
- **PAPETERIES DE FRANCE A GUEMELLE (DOUBS)** : poursuite des actions contre la fermeture de l'usine prévue pour le 1^{er} septembre.

SAMEDI 31

• **ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE LA RUE D'ULM A PARIS** : occupation du bureau du directeur contre l'interdiction faite à trois camarades de bénéficier d'une année supplémentaire à l'école.

LUNDI 23

- **R.A.T.P. A PARIS** : Ligne n° 11, Chatelet-Porte des Lilas, les roulants se mettent en grève pour la réduction du temps de travail, par l'affectation de quatre conducteurs supplémentaires. La conduite à un seul agent supprime 56 chefs de train.
- **ETABLISSEMENTS S.O.L.M. A BEAUGENOUY (LOIRET)** : débrayage d'avertissement du personnel des salaires de 0,30 de l'heure et une prime de vacances.
- **ENTREPRISE LAVALETTE** : débrayage sur les chantiers pour les salaires.
- **U.R.S.S.A.F. A PARIS** : 400 employés sont en grève pour la reconnaissance de la valeur réelle de leur poste de travail.

MARDI 24

- **IMPRIMERIE MALHERBE A CAEN ET A PONT-SAINT-PIERRE (EURE)** : débrayage contre le licenciement d'un photographe.
- **LANCOME A CHEVILLY-LARUE** (entreprise de produit de beauté) : le personnel débraye contre les cadences.
- **FACULTE DE MEDECINE A LILLE** : grève des examens, sur 254 étudiants, 37 pénètrent dans la salle.

MERCREDI 25

- **USINE TURQUAIS A PONT-SAINT-PIERRE (EURE)** : (robinetterie) : après plusieurs débrayages contre le licenciement arbitraire d'une ouvrière, la direction renonce à ce licenciement. Les travailleurs par leur unité et leur action, mettent en échec la répression patronale.
- **USINE CHARFA A GAILLON (EURE)** : débrayage pour le 13^e mois.
- **PAPETERIES ZIG-ZAG A THONON-LES-BAINS** : débrayage pour les salaires et une plus juste classification.
- **PAPETERIE MAUDUIT A QUIMPERLE** : débrayage pour les salaires et la classification.
- **COMPTOIR FRANÇAIS ET DOCKS REMOIS** : débrayage pour les salaires.

JEUDI 26

- **ETABLISSEMENT PONTICELLI A PONT-DE-CLAIX (ISERE)** (usine de tuyauterie et chaudronnerie) : les travailleurs sont en grève pour une augmentation horaire de 0,20 F de l'heure pour tous, ouvriers qualifiés comme manœuvres, et pour une indemnité de déplacement supérieur.
- **S.M.E.H. PRES DE LOUVIERS** : les métallos après 3 jours de grève obtiennent la réintégration de 2 ouvriers licenciés.
- **SOCIETE GENERALE D'ENTREPRISE A SASSENAGE (ISERE)** : grève de 24 heures sur les chantiers pour les salaires et le paiement du quart d'heure de casse-croûte.
- **S.A.V.I.E.M. A CAEN** : débrayage pour les revendications.

ECOLE NATIONALE DE LA SANTE PUBLIQUE A RENNES

: grève d'avertissement du personnel administratif pour un statut et des professeurs à qui ont refusé des indemnités pour enseignement supérieur.

• **P.T.T.** : 24 heures de grève dans la maîtrise des lignes pour leur reclassement.

• **CENTRE UNIVERSITAIRE DE VINCENNES** : collusion des gaullistes et des révisionnistes pour assurer la liberté de vote, c'est-à-dire la participation, l'intégration au système capitaliste. Malgré la présence de plusieurs centaines de permanents de l'appareil révisionniste, n'appartenant pas à l'Université, qui ont joué le rôle de flics et rempli le rôle de laquais de la bourgeoisie, la masse des étudiants a appliqué le mot d'ordre « d'abstention » décidé en assemblée générale ; 87 % des étudiants de 1^{re} année se sont abstenus, et environ 80 % des étudiants des autres cycles. Dans le corps enseignant, 61 % d'abstention environ et le personnel administratif 65 %. Ces pourcentages relèvent de l'administration (article la semaine prochaine).

VENDREDI 27

• **BILLARD A ANGERS** : grève illimitée de 250 ouvriers du bâtiment pour l'augmentation des salaires et pour une prime de transport.

LISEZ LES PUBLICATIONS CHINOISES EN LANGUE FRANÇAISE :

- Vient de paraître : **LIN PIAO : RAPPORT AU IX^e CONGRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS** ;
- **MAO TSE-TOUNG : CITATIONS** (« Le Petit Livre Rouge ») ;
- **ŒUVRES CHOISIES DE MAO TSE-TOUNG** : tomes I, II, III, IV, et Ecrits Militaires ;
- **BROCHURES TIREES DES ŒUVRES CHOISIES DE MAO TSE-TOUNG** ;
- et chaque semaine : **PEKIN-INFORMATION** (comprend les principaux articles de la presse chinoise et d'autres documents importants du mouvement communiste marxiste-léniniste international).

ET LES PUBLICATIONS ALBANAISES EN LANGUE FRANÇAISE :

- **RAPPORT D'ENVER HODJA AU V^e CONGRES** ;
 - **BROCHURES D'ANALYSES SUR LA SITUATION DES PAYS SOUS DOMINATION REVISIONNISTE** ;
 - **BROCHURE TIREES DES ŒUVRES DE STALINE** ; — etc.
- EN VENTE AU « PHENIX », 72, boulevard Sébastopol, Paris-3^e.



Les travailleurs se mobilisent pour la défense de l'emploi

I) COMMENT LICENCIER DISCRETEMENT

Depuis quelque temps, la colère ne fait que croître parmi les travailleurs contre les menaces de licenciements, de déclassements et de mutations qui se précèdent de plus en plus.

Le licenciement de 40 ouvriers malades à la rentrée, le chômage partiel en janvier-février, la réduction considérable du programme de fabrication de tracteurs, l'incitation ouverte aux départs « volontaires » (150 depuis la rentrée) et les propositions de mutations dans d'autres usines de la Régie Renault pour les mensuels et les professionnels, tout cela était déjà autant d'indices alarmants pour les travailleurs sur l'avenir de l'entreprise et le maintien de leur emploi.

Maintenant la direction annonce ouvertement que le tracteur serait abandonné, qu'il n'y aurait pas de nouvelle gamme construite et que les professionnels (plusieurs centaines) ont le « choix » entre être déclassés comme O.S. (sur d'éventuelles chaînes Renault) accepter leur mutation (avec perte de salaire), ou aller chercher du travail ailleurs.

Mieux, elle a déclaré que la question de l'emploi deviendrait « insoluble » (on sait ce que cela veut dire !) si le personnel s'obstinait à refuser les mutations.

La direction est consciente de l'explosion de colère et de la riposte violente que susciteraient des licenciements ouverts et massifs.

Aussi préfère-t-elle procéder d'une manière plus habile : se débarrasser « sans bruit » du maximum de travailleurs (départs « volontaires » et mutations), en utilisant la crainte, la menace et le chantage, pour ensuite « régler les comptes » plus facilement avec un nombre réduit de travailleurs. C'est là une

tactique habituelle des trusts pour effectuer la réorganisation de « leurs » entreprises avec le « minimum de casse » (c'est, par exemple, ce qu'ils ont fait chez Zenith à Lyon).

Si la situation devient de plus en plus critique, ce n'est certainement pas la faute des travailleurs qui sont soumis à des cadences exténuantes (depuis la reprise dite « victorieuse » du travail en juin, certains temps ont été coupés par 2 ou par 3), mais, uniquement, celle de la Régie Renault qui n'hésite pas à saboter délibérément (mais peut-être momentanément) la production de tracteurs dans l'usine de Villeurbanne pour se débarrasser des travailleurs qu'elle juge « trop payés » (P2 - P3) ou « improductifs » (mensuels).

La logique implacable de la Régie Renault, comme de toutes les entreprises capitalistes, nationalisées ou pas, c'est la recherche du profit maximum. Pour accroître les bénéfices, abaisser les prix de revient, et être « compétitifs », il leur faut sans cesse renforcer l'exploitation des travailleurs, utiliser toujours plus une main-d'œuvre « bon marché » non qualifiée ou déqualifiée et éviter « les doubles emplois » (par exemple en « concentrant » les bureaux d'études, méthodes, etc.).

Aussi les travailleurs ne sont pas dupes : quel que soit le plan de la direction (fermeture de l'usine et décentralisation, reconversion totale, ou continuation du tracteur à Villeurbanne après une « bonne purge ») cela signifie dans tous les cas, et au minimum, la suppression d'emplois pour la majorité des horaires (P2 - P3) et la plus grande partie des mensuels si jamais elle arrivait à mettre ses projets à exécution.

II) QUE FONT LES SYNDICATS ?

Tout cela les syndicats (C.G.T., C.F.D.T. et F.O.) le savent bien et depuis longtemps, d'autant plus que leurs représentants siègent au Conseil d'administration.

Mais au lieu de mobiliser et d'organiser les travailleurs pour la lutte, au lieu de répondre du tac au tac aux attaques de la direction, il se sont fait, depuis le début de l'année, les avocats des prétendues « difficultés financières » et se sont efforcés de créer des illusions sur les vertus des négociations et des discussions « autour du tapis vert », pratiques stériles qui n'ont jamais rien amené aux travailleurs.

Sous prétexte de « réalisme » et d'éviter « le pire », c'est l'acceptation tacite des propositions patronales.

C'est ainsi que les trois syndicats ont apporté leur caution aux « prêts aux entreprises » et aux mutations, cette combine de la direction pour diviser les travailleurs et licencier « en douce ».

Lors des jours chômés, la C.G.T. déclarait que c'était là une solution de « moindre mal », qui ne lui donnait pas, toutefois, « entière satisfaction ».

Mieux, alors que les travailleurs étaient mobilisés dans la lutte contre les chronométrages en février, et que la direction ne savait pas où donner de la tête, ils ont fait reprendre le travail en toute hâte, en utilisant le chantage de la direction qui menaçait de prendre des sanctions (comme si elle s'était gênée pour mettre les ouvriers malades à la porte !).

Depuis ils participent tous à la « commission sur l'emploi », qui a pour rôle de déterminer à quelle sauce les travailleurs seront licenciés, mutés ou déclassés.

D'après les syndicats actuels, on ne peut pas lutter contre les licenciements qu'ils considèrent comme « inévitables » (voir l'accord national sur l'emploi du 10 février 1969, signé par la C.G.T., la C.F.D.T. et F.O. qui reconnaît au patronat le droit de licencier, de muter et de déclasser les travailleurs à sa guise).

A les entendre, tout ce que l'on peut faire, c'est « arrondir les angles », quémander de petits arrangements, tels que l'augmentation de la prime de déclassement ou de licenciement, obtenir des miettes qui ne coûteront pas grand-chose à la Régie, mais qui lui permettront de mettre plus facilement les travailleurs à la porte, avec la caution des syndicats.

Une telle ligne, qui consiste à monnayer le départ des travailleurs, à marchander les licenciements en échanges de quelques primes dérisoires, tout en empêchant toute action, toute lutte tant soit peu conséquente pour la défense du droit au travail, du droit de vivre, est une ligne de trahison, de capitulation à 100 % qui fait entièrement le jeu de la direction.

Que demande de mieux le trust Renault, sinon se débarrasser dans le « calme » et « sans casse » du personnel en surnombre, quitte à lâcher quelques aumônes illusives ?

III) LES POSITIONS DU COMITE DE BASE

Cela les travailleurs le voient de plus en plus clairement, aidés par la propagande du Comité de Base.

Contrairement à la C.G.T. qui distillait les informations au compte-gouttes pour ne pas « effrayer »

(surtout afin d'éviter une explosion de colère !), celui-ci s'est attaché à informer constamment les travailleurs, à montrer le véritable sens des manœuvres de la direction, et le sort qu'elle entend réserver tant aux mensuels qu'aux horaires.

Il s'est efforcé de démystifier la campagne d'intoxication sur les prétendues « difficultés financières », grâce à laquelle direction et syndicats traditionnels espéraient endormir les travailleurs. Il a constamment combattu l'idée capitulaire répandue par la direction et reprise par les syndicats comme quoi l'action était « inutile et inefficace » et a appelé constamment les travailleurs à répondre coup pour coup aux empiètements de la direction. Nous refusons le point de vue pessimiste des syndicats qui contribuent à entretenir le climat de démoralisation voulu par la direction et qui aident, en fait, la Régie Renault à organiser le chômage.

Nous disons : Rien n'est « inévitable », même le licenciement, tout dépend des travailleurs eux-mêmes. Il est possible d'obtenir le maintien de l'usine en activité (le trust Renault en a largement les moyens) et de faire reculer la direction pour peu que les ouvriers et les mensuels soient unis, résolus à mener un combat prolongé, déterminés à faire aboutir leurs revendications et que leur lutte soit popularisée sur les usines de la Régie et de Lyon.

PAS UN SEUL LICENCIEMENT ! PAS UN SEUL DECLASSERMENT ! PAS UNE SEULE MUTATION !

Seule l'action directe et non les conciliabules avec Dreyfus permettront de faire céder le trust Renault ! Voilà les mots d'ordre du Comité de Base de plus en plus compris par les ouvriers combattifs. Ceux-ci remettent en cause progressivement l'attentisme et l'inaction syndicale, en se convainquant, par leur propre expérience, que ce n'est pas la « temporisation » et les suppliques répétées qui forceront la direction à revenir sur ses décisions mais seulement la lutte dure et résolue, l'action énergique de tous les travailleurs.

C'est ainsi que devant les mécontentements de plus en plus vifs de la « base », et sa volonté de lutte, les organisations syndicales se sont vues contraintes de déclencher le vendredi 13 juin une « grévette » d'une heure qu'elles espéraient sans conséquence mais dont elles voulaient se servir pour « appuyer » et « accélérer » les « discussions sur l'emploi ».

Mais les travailleurs commencent à en avoir assez d'être considérés comme « forces d'appoint » pour les parloteries sans fins, et entendent déterminer eux-mêmes leurs formes de lutte !

IV) PREMIERE RIPOSTE DES TRAVAILLEURS

Ainsi, passant outre au « programme » initialement prévu, ils envahirent les bureaux et allèrent voir directement Boutelle et Noël, les envoyés de Renault, pour leur demander des comptes et exiger le maintien de l'entreprise en activité, ainsi que la fin des menaces de déclassements, de mutations et de licenciements.

Pendant près de 3 heures, ils bloquèrent ces deux messieurs dans leurs bureaux.

Voyant l'action des travailleurs (à laquelle participait des délégués de base de la C.G.T. et de la C.F.D.T.) devenir de plus en plus violente et la situation leur échapper des mains, les représentants des trois organisations syndicales se consultèrent rapidement, proposèrent à Noël d'avancer de 10 jours les

« discussions sur l'emploi », et forts de ce « succès » (qui n'engageait en rien la direction) demandèrent autoritairement, sans consultation des travailleurs, de reprendre le boulot.

A force de tirer sur la corde, elle finit par se casser !

Pendant qu'un membre du Comité de Base intervenait pour dénoncer une telle attitude de capitulation, une cinquantaine de travailleurs, pour la plupart adhérents à la C.G.T. se précipitèrent vers la tribune pour exiger la poursuite de l'action.

Particulièrement hargneux de voir l'autorité des syndicats dits « représentatifs » aussi ouvertement contestée, un délégué s'accrocha au micro pour dire : « Les travailleurs ne se plieront pas à la volonté d'une minorité irresponsable ».

Un vote fut donc proposé pour savoir qui était la majorité : « Le front syndical commun » pour la reprise, où les ouvriers et mensuels combattifs pour la continuation de l'action.

52 % des travailleurs se prononcèrent pour la grève totale pendant toute la journée, transformant ainsi la « grévette » initialement prévue en une journée d'action, de mobilisation et d'avertissement. De plus, cette action aura permis à certains travailleurs (qui ont déchiré leurs cartes) de démasquer un peu plus les dirigeants révisionnistes en se rendant compte concrètement du rôle qu'ils forment comme briseurs de grève.

V) LA LUTTE CONTINUE

Mais il ne faut pas se faire d'illusions sur la portée de cette journée.

— D'une part, ce n'est que le premier pas, (un petit pas) dans une lutte longue et difficile pour le maintien de l'emploi, qui, si elle se veut efficace doit passer inévitablement par la grève illimitée et l'occupation de l'usine.

D'ailleurs les responsables syndicaux (en particulier ceux de la C.G.T. qui « mènent la danse ») en commençant leur semblant d'action un mois et demi avant les vacances et surtout un vendredi savaient très bien que les travailleurs, même s'ils étaient combattifs, hésiteraient à s'engager dans cette voie.

— D'autre part, les dirigeants révisionnistes, bien qu'ils peuvent se trouver mis en minorité, ainsi que leurs « collègues » de la C.F.D.T. et de F.O., dans un moment particulièrement favorable (quand ils brisent les grèves), possèdent encore de grandes possibilités de manœuvres et en temps normal arrivent encore à duper la majorité des travailleurs. Cela demandera encore beaucoup de temps, des efforts et aussi de nouvelles et douloureuses expériences de trahison pour que les travailleurs arrivent à voir clairement le rôle contre-révolutionnaire des syndicats actuels.

La période de « flottement » dans laquelle se trouvent les travailleurs s'exprime dans le petit nombre de travailleurs qui sont dores et déjà conscients de la nécessité de s'organiser d'une manière autonome, dans le Comité de Base, pour préparer la relève des syndicats faillis.

Malgré cela, on peut tirer de l'expérience de ces derniers jours, certains enseignements fort positifs.

Alors que le chômage sévit et que la crise menace, les ouvriers comme les mensuels sont de plus en plus résolus à défendre leur emploi et ne sont nullement disposés à attendre tranquillement qu'on les jette à la rue. Cela promet de beaux jours, tant à la bourgeoisie qu'à ses complices dans les rangs de la classe ouvrière.

Les syndicats actuels sont de plus en plus contestés par la base. C'est la première fois dans notre usine que les responsables syndicaux, tout unis, se trouvent confrontés à une telle opposition de masse et mis en minorité.

Même si le Comité de Base ne regroupe encore qu'une petite minorité de travailleurs, il est capable, s'il a fait une propagande convenable, de bénéficier de la sympathie des travailleurs, d'avoir une audience de masse, de s'opposer, dans une conjoncture précise et favorable aux manœuvres des syndicats. C'est là un grand pas qui a été franchi.

Correspondant H. R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

C.C.P. « HUMANITE ROUGE », n° 30226.72
Centre La Source
B.P. 134, Paris-20^e

abonnement-vacances :
5 F pour 10 numéros
abonnement ordinaire :
20 F pour 6 mois
40 F par an
abonnement de soutien :
40 F pour 6 mois
80 F par an
abonnement pour l'étranger :
(par avion) 120 F par an
NOM
PRENOM
ADRESSE

Les nouveaux tsars du Kremlin mènent grand tapage au sujet des incidents frontaliers sino-soviétiques tant sur les rivages des fleuves Amour et Oussouri, en Extrême-Orient que sur la frontière du Sin-Kiang (Asie Centrale).

Un des buts de ces incidents, provoqués par le social-impérialisme russe était évidemment de leur fournir un argument pour tenter d'obtenir de leurs vassaux réunis à Moscou, une condamnation du « bellicisme » chinois.

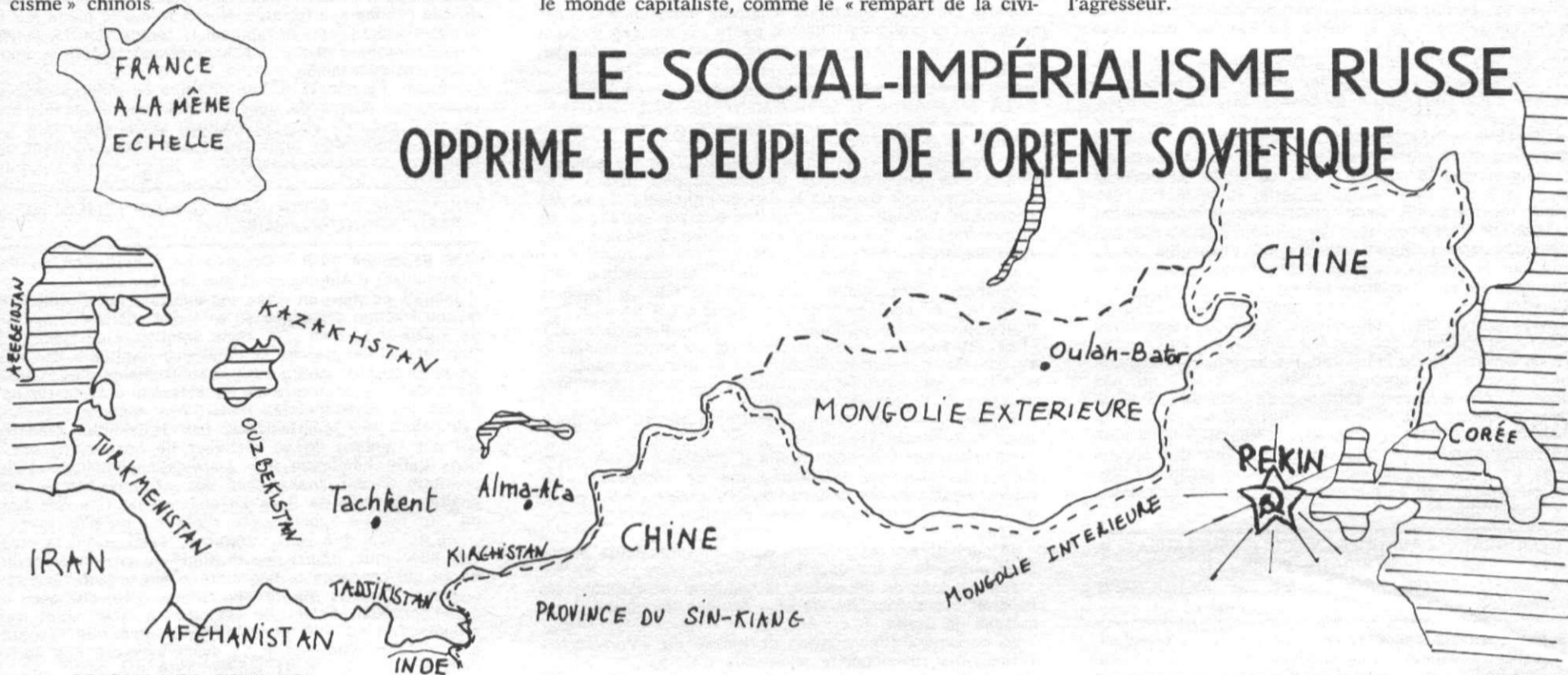
Autre but actuel : créer une atmosphère anti-chinoise au moment où les révisionnistes cherchent à réunir une assemblée des « mouvements anti-impérialistes » (à laquelle ils imposeraient leur ligne capitalarde) et à créer un soit-disant système de sécurité collective anti-chinoise en Asie.

Outre ces objectifs circonstanciels, ils en poursuivent un autre, permanent, celui-là : apparaître devant le monde capitaliste, comme le « rempart de la civi-

lisation occidentale, face aux hordes jaunes ». Depuis le « poète »-pître Evtouchenko jusqu'à Brejnev lui-même on n'écrit et on ne parle plus que de chausser les bottes d'Ivan le Terrible, vainqueur des barbares.

Devant un tel débordement de chauvinisme, il est utile de remettre les choses au point et de préciser sur quoi porte le débat, qui est l'opresseur, qui est l'agresseur.

LE SOCIAL-IMPÉRIALISME RUSSE OPPRIME LES PEUPLES DE L'ORIENT SOVIÉTIQUE



DE LA « PRISON DES PEUPLES » A L'OCTOBRE LIBÉRATEUR

La grande plaine qui s'étend des Karpathes aux Monts Altaï a été, pendant plus d'un millénaire, disputée par des peuples divers.

Deux d'entre eux ont peu à peu vaincu ou assimilé les autres : le groupe turc ou tartare et le groupe slave, le premier dominant à l'est, et le second à l'ouest (où certains des peuples vaincus embrassèrent la religion juive et adoptèrent la langue Yiddisch, dérivée de l'allemand).

Ensuite, l'empire des tsars étendit sa domination sur les nations turques et tartares du sud (Crimée, Azerbaïdjan...) et de l'est (Tartares de la Volga, Bechkirs, etc.), et peuples d'Asie Centrale : Ouzbeks, Kirghizes, Turkmènes, etc.). Cette expansion se poursuivit jusqu'à la fin du siècle dernier. Mais là, il n'y eut pas assimilation : les peuples turcs et tartares ne furent vaincus qu'après six siècles de guerres sanglantes ; et maintes révoltes, notamment en Asie Centrale, furent noyées dans le sang par les Cosaques et les potentats « indigènes », protégés du Tsar. La révolution d'Octobre 1917 fut pour ces peuples une libération. C'est pourquoi nombreux furent les Tartares, les Ouzbeks, etc., qui prirent une part éminente à la lutte victorieuse contre la monarchie colonialiste tsariste.

La constitution de l'U.R.S.S. reconnut à chaque peuple non-russe l'égalité politique et culturelle avec la nation grand-russe, ex-dominante. L'Asie Centrale soviétique est divisée en cinq états, conformes aux réalités ethniques et historiques. Ouzbékistan, Kirghizistan, Kazakhstan, Turkménistan, Tadjikistan.

En outre, à l'intérieur de la Russie soviétique, il existe un certain nombre de républiques soviétiques autonomes, enclavées au milieu de territoires à population slave. C'est le cas de la Tartarie, de la Bachkirie (Bassin de la Volga) et de la Yakoutie (Sibérie Orientale), entre autres.

Il faut le dire, parce que c'est la vérité, la constitution soviétique fut en son temps, la plus progressiste du monde, et elle reste un modèle. Pour la première fois dans l'histoire de l'Humanité, la cohabitation d'une nationalité majoritaire et de peuples allochènes au sein d'un même Etat, était résolue de façon harmonieuse. Il est vrai que c'était un Etat socialiste, le premier du monde. Que cette constitution soit devenue lettre morte — et nous verrons tout à l'heure comment, — c'est là l'un des plus grands crimes de la clique usurpatrice de Khrouchtchev-Brejnev et consorts.

LA CHINE POPULAIRE, DANS LA VOIE TRACÉE PAR LENINE ET STALINE

Après la victoire de la révolution chinoise et la proclamation de la République Populaire de Chine, le Parti Communiste et le gouvernement de la R.P.C. sous la direction du camarade Mao Tsé-toung appliquèrent à leur tour les principes marxistes-léninistes à la résolution de la question des nationalités en Chine. Certes, elle se pose différemment en Chine et en U.R.S.S. : alors que les Russes ne représentent que 55 % de la population totale de l'U.R.S.S., les Han (Chinois proprement dit) représentent plus de 90 % de la population chinoise, soit plus de 680 millions sur 750. De plus, les nationalités minoritaires (Houeis, Tchouangs, Miaos, Mantchous, Mongols, Ouïgoures, Kazakhs, etc.) sont en général dispersées au sein de la population han.

Enfin les deux régions où les han sont minoritaires, Thibet et Sin Kiang font partie intégrante de la Chine respectivement depuis l'an 91 de notre ère pour le Sin Kiang et l'an 960 pour le Thibet.

En d'autres termes, l'Etat chinois a atteint ses frontières actuelles il y a plus de 1000 ans (1900 ans en ce qui concerne le Sin-Kiang!). Compte tenu de ces particularités historiques, la Chine populaire s'est organisée en Etat unitaire et non en confédération

d'états. Cependant, les régions où les nationalités minoritaires sont présentes ont été instituées « régions autonomes » (Mongolie intérieure, Sin-Kiang, Thibet, Ning-Hsia, Kouang-Si) et districts autonomes. Les nationalités minoritaires de Chine jouissent de la pleine égalité avec les Chinois (han). L'enseignement à tous les degrés leur est donné dans leur propre langue, leurs particularités nationales sont pleinement respectées, et elles sont représentées à tous les niveaux politiques et étatiques, y compris à l'échelon le plus élevé.

La façon dont le Parti Communiste Chinois a résolu le problème des nationalités, constitue une application créatrice de la théorie marxiste-léniniste à la réalité concrète de la Chine.

INTRIGUES TSARISTES ET REVISIONNISTES EN ASIE CENTRALE

Dès que les colonialistes tsaristes eurent atteint les frontières chinoises, ils cherchèrent à profiter de l'anarchie qui marqua au 19^e siècle la fin du règne de la dynastie mandchoue. En ce qui concerne l'Extrême-Orient, les traités inégaux d'Aïgoun et de Pékin arrachèrent à la Chine de vastes territoires au nord de la Mandchourie.

En Asie Centrale, les tsaristes s'assurèrent une position dominante au Sin-Kiang et en Mongolie (cependant que la Grande-Bretagne agissait de même au Thibet). La révolution d'Octobre mit fin à ces manœuvres impérialistes. La jeune Union Soviétique dénonça tous les traités inégaux et reconnut la pleine souveraineté de la Chine sur le Sin-Kiang. Quant à la Mongolie « extérieure » elle se libéra, et le peuple mongol proclama la République populaire (reconnue en 1921 par l'U.R.S.S., et en 1949 par la République Populaire de Chine, alors que Tchang Kaï-chek s'y était refusé jusqu'à sa chute).

L'usurpation du pouvoir soviétique par la clique révisionniste Khrouchtchev-Brejnev marqua le retour à la politique des Tsars, vouée par Lénine et Staline à la poubelle de l'histoire.

Un mois avant sa chute, Khrouchtchev, dans un discours prononcé le 15 septembre 1964 à Moscou, indiquait sans ambiguïté : « Le Sin-Kiang n'est pas la Chine ! » Il continuait en précisant que le Sin-Kiang est peuplé de Kazakhs, de Kirghizes et d'Ouïgoures, comme l'Asie Centrale soviétique, ce qui ne laissait aucun doute sur les visées des révisionnistes russes sur cette région riche en pétrole, en uranium, en métaux rares et stratégiquement « bien située ». Notons qu'en partant du même principe, la France pourrait revendiquer le Québec, la Wallonie, la Suisse Romande, les Îles Anglo-Normandes, etc., ou mieux, le pays basque espagnol et le Pays de Galles.

La liquidation politique de Khrouchtchev par ses complices Brejnev, Kossyguine, Podgorny et autres mit provisoirement une sourdine aux provocations anti-chinoises. Non par vertu, certes, mais le loup doit savoir se déguiser en agneau.

La Chine populaire avait résisté au blocus économique américano-soviétique. Il fallait donc user à son égard, d'une autre tactique.

Si aujourd'hui les révisionnistes russes en reviennent à leurs provocations politiques et militaires contre la Chine, c'est avant tout un aveu de leur échec. Aujourd'hui, la Chine populaire est plus puissante et moins isolée que jamais. La pensée de Mao Tsé-toung rayonne sur le monde entier, alors que le révisionnisme, subdivisé en courants rivaux sans cesse plus nombreux, est chaque jour plus démasqué devant les peuples. Mais, si méprisable qu'il soit sur le plan stratégique, le social-impérialisme russe reste dangereux sur le plan tactique. C'est pourquoi il faut s'attendre à l'intensification de ses activités agressives, en particulier à la frontière du Sin-Kiang, comme cela vient d'être le cas, durant les dernières semaines.

LE COMMUNISME DE GOULASCH, VERSION ASIATIQUE

Depuis le 20^e Congrès du P.C.U.S. en 1956, les directions des partis communistes des républiques soviétiques d'Asie Centrale et du Caucase ont été tellement remaniées que des équipes presque entièrement nouvelles, hommes de paille des manitous révisionnistes de Moscou, ont été mises en place à Bakou, à Tachkent, à Aschkabad, à Frounzé, etc. et des dizaines de milliers de communistes honnêtes, Turkmènes, Ouzbeks, Kirghizes, Azerbaïdjanais, etc., ont été exclus du Parti et soumis à des persécutions sans nombre. Pour plus de sûreté encore, la direction de la Sécurité d'Etat de ces républiques se trouve en général placée entre les mains de révisionnistes russes ou ukrainiens, alors que 90 % de leur population est asiatique.

Mais, par ailleurs, la clique Khrouchtchev-Brejnev, qui n'a jamais renoncé à faire main-basse sur le Sin-Kiang chinois, use d'une autre « arme », ainsi que l'a expliqué cyniquement le nommé Jean Morabini, dans une enquête publiée du 15 au 18 mai par le journal « Le Monde » et intitulée : « Les métamorphoses de l'Asie Musulmane soviétique. »

Morabini écrit en effet, notamment : « une prospérité économique ouzbek que les Russes d'Europe peuvent envier, un certain humanisme, prouvent bien que l'Asie centrale est plus qu'une vitrine pour le « tiers monde », une arme secrète et efficace pour rallier peut-être demain les paysans et certainement les dizaines de millions de Musulmans de Chine... »

Elle contribue encore à donner des arguments aux opposants de la révolution culturelle et suscite de véritables révoltes dans les provinces limitrophes chinoises. » (sic).

L'Asie Centrale soviétique joue donc dans la stratégie anti-chinoise un rôle militaire, et aussi un rôle comparable à celui que jouait Berlin-Ouest par rapport à l'Europe Orientale au temps de la guerre froide. Cela lui vaut donc quelques réalisations spectaculaires. Mais dans ce calcul, les peuples asiatiques de l'U.R.S.S. ne rentrent qu'en qualité d'instruments du social impérialisme soviétique. Ainsi que dit Morabini : « On avance d'autant plus aisément dans la partie d'échecs en Asie que le cavalier est kirghize, la tour ouzbeke ou kazakhe, le fou tadjik, si même le roi est toujours moscovite. »

En bons disciples de Khrouchtchev, les sociaux-impérialistes russes manient la carotte et le bâton à l'intention des peuples du Sin-Kiang chinois, le bâton, c'est la menace de l'agression, thermo-nucléaire ainsi que l'a dit Brejnev devant la « Conférence mondiale » révisionniste de Moscou. La carotte, ou plutôt, le plat de goulasch, c'est « le niveau de vie » assuré (tout au moins au niveau de la propagande) aux régions frontières soviéto-chinoises d'Asie Centrale.

LA « CULTURE » SELON LES REVISIONNISTES OUBÉKS

Aujourd'hui, ainsi que l'indique Morabini : « Radio-Moscou, à part quelques brutales attaques, se tait sur la Chine, alors que les radios d'Asie centrale en parlent tous les jours. C'est aux Ouzbeks qu'il revient de répandre quotidiennement les nouvelles sur les révoltes du Tien-Chan et du Sinkiang chinois. » (sic).

Mais les Ouzbeks en l'occurrence, rejettent la haine anti-chinoise distillée par leur radio. Ils savent, comme tous les autres peuples de l'Asie Centrale, que c'est sous la direction de Lénine et de Staline, que leur pays a été arraché au sous-développement, à l'obscurantisme, à la tyrannie, et ils ne l'oublieront pas.

Aujourd'hui, une clique bureaucratique « indigène » collabore avec les révisionnistes russes dans des activités agressives contre la Chine. Mais le niveau idéologique et culturel de ces gens n'est pas plus élevé que celui de leurs maîtres de Moscou. Qu'on en juge :

(suite page 7).